

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 2003, les domestiques, traditionnellement indispensables à la bourgeoisie, chamboulent un métier qui était encore marqué par le souvenir de l'esclavage.

Brésil

Le torchon brûle chez les bonnes

Par **CHANTAL RAYES**
Correspondante à São Paulo

Les journées de travail interminables et les humeurs de la patronne... Des années durant, Ana Estela, 30 ans, les a laissées glisser sur elle sans broncher. «*Le sort d'une domestique, c'est d'être exploitée et humiliée*», dit-elle.

Epoque révolue. Voilà un peu plus d'un an que la jeune femme, ex-nounou et bonne à tout faire, a rendu son tablier. Brushing impeccable et yeux fardés, elle travaille désormais comme aide coiffeuse dans un salon chic de São Paulo. C'est son ex-patronne qui, résignée à son départ, l'a introduite ici. Le rêve d'Ana Estela : gravir les échelons du métier, voire monter un jour sa propre affaire. «*Aujourd'hui, il est plus facile de quitter un travail de domestique*, dit-elle. *On peut suivre une formation professionnelle ou même entrer à l'université.*»

Dans le même salon, Linda, 49 ans, chargée de l'entretien, est elle aussi une ancienne *doméstica*. Depuis ses 18 ans, elle n'a rien fait d'autre. Sa dernière expérience, chez un procureur arrogant et qui refusait de surcroît de le déclarer, l'a décidée à sauter le pas. Linda s'enflamme : «*J'ai préféré rester plusieurs années au chômage plutôt que d'être à nouveau domestique. Les patronnes n'ont qu'à faire leur ménage elles-mêmes ! Fini le temps où il fallait les supporter.*»

Au Brésil, les bonnes commencent à relever la tête. Comme à la télé. A moins que ce ne soit le contraire, que la télé se soit emparée de l'air du temps : cette année, des employées de maison étaient pour la première fois les protagonistes d'une *telenovela*, un de ces

feuilletons dont raffolent les Brésiliens. Diffusée sur TV Globo, première chaîne du pays, *Cheias de Charme* («*Pleines de charme*») mettait en scène trois bonnes tenant tête à des patronnes tyranniques qu'elles finissent par planter là pour monter un groupe de pop.

Promener le chien et s'occuper des enfants

Le Brésil compte encore un nombre considérable de domestiques : 6,7 millions de personnes, presque exclusivement des femmes, dont 60% sont de couleur. Au service de la bourgeoisie blanche, ces femmes travaillent plus de douze heures par jour et cumulent les tâches : ménage, cuisine, marché, lessive, repassage et promenade du chien. Parfois, elles doivent aussi s'occuper des enfants. Mais, selon l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), l'Insee local, elles sont plus d'un demi-million à avoir quitté la profession entre 2009 et 2011. Du coup, le travail domestique n'est plus la catégorie qui emploie le plus grand contingent de femmes.

Croissance économique, recul des inégalités et démocratisation de l'accès à l'éducation ont favorisé un processus d'ascension sociale qui s'est accéléré depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir avec Lula, en 2003, puis Dilma Rousseff, élue à sa succession, en 2010. En dix ans, 36 millions de Brésiliens pauvres ont ainsi été propulsés dans la classe moyenne.

Dans ce contexte, nombreuses sont les femmes qui ne voient plus de raison de se soumettre à un travail domestique considéré comme dévalorisant. La profession – où les moins de 40 ans sont passées de 63% à 49% en sept ans – voit un vieillissement rapide. «*Ce sont surtout les jeunes qui s'en détournent*, observe Cimar Azeredo, économiste à l'IBGE.

Plus instruites que leurs aînées, elles peuvent prétendre à de meilleures opportunités dans le commerce, l'industrie ou les services. Et échapper ainsi à une activité qui porte encore les marques d'un esclavage tardivement aboli, en 1888.

«*Il y a des patrons qui vous laissent les vieux restes de nourriture et vous interdisent de manger dans la même vaisselle qu'eux*», témoigne Vera Lúcia, une domestique de 63 ans. L'usage persiste selon lequel, en arrivant chez leur employeur, les bonnes doivent emprunter l'ascenseur de service plutôt que le principal – ce qu'elles font d'ailleurs souvent d'elles-mêmes. Et cela, bien que, dans tous les immeubles de São Paulo, des plaques rappellent le règlement municipal interdisant «*toute forme de discrimination dans l'accès aux ascenseurs, [notamment] en raison de la condition sociale*»... Natalia, 27 ans, a préféré un job d'opératrice dans un centre d'appels, payé 300 euros, à celui de *doméstica* pour près du double : «*J'ai d'autres ambitions*», dit-elle. Natalia veut devenir avocate. Elle vient d'obtenir une bourse d'études grâce au programme «*Université pour tous*» qui permet aux jeunes défavorisés d'accéder à l'enseignement supérieur. D'autres se contentent de troquer leur emploi de bonne pour celui de technicienne de surface dans une société de nettoyage, ou reprennent une scolarité inachevée pour mieux se reconverter.

Dans les grandes villes comme São Paulo, les patronnes s'affolent car on parle déjà de déficit de main-d'œuvre domestique ! Le Nordeste déshérité, qui était le traditionnel pourvoyeur de cette main-d'œuvre, connaît en effet un taux de croissance économique supérieur à la moyenne nationale. Les jeunes filles de la région n'ont plus besoin de venir à São Paulo chercher des emplois qu'elles trouvent désormais sur place.

Chez Jô Gianquito, directrice d'une agence de placement, les affaires ne sont plus ce



A São Paulo, en mai, une bonne chez ses patrons. Les

qu'elles étaient. Et le responsable est tout désigné : «*Avec Lula, les mentalités ont changé chez les pauvres*, dit-elle avec une pointe d'aigreur. *Autrefois, ça grouillait de bonnes. Aujourd'hui, les jeunes filles font des études et vont travailler dans les entreprises. Du coup, celles qui restent domestiques en profitent pour faire monter les enchères et imposer leurs conditions.*» D'autant qu'avec la progression générale des revenus, la demande est en hausse, dans un pays où «*être servi*» reste un signe de prestige social. Une demande qui émane aussi d'expatriés : «*Il y en a qui ont deux ou trois bonnes à leur service*», raconte Jô Gianquito.

Une chambre exigüe derrière la cuisine

Pour Eliana Menezes, présidente du syndicat des domestiques de São Paulo, on est en train de passer de la servitude à une relation plus professionnelle. «*Les domestiques ne se laissent plus faire. Elles revendiquent leurs droits et se savent indispensables. Car nos patronnes ne savent même pas faire cuire du riz ! Le temps où la bonne trimait jour et nuit pour un salaire de*





salaires des domestiques ont progressé de 43,5% entre 2002 et 2011. LALO DE ALMEIDA. NYT REDUX REA

misère est bien révolu. » L'économiste Heron do Carmo renchérit : « Avoir quelqu'un à son service n'est plus donné à tout le monde. » Il y a une vingtaine d'années, un foyer de la classe moyenne pouvait encore se payer une, voire deux employées de maison. Les salaires tournaient alors autour de 140 euros.

« Plus instruites que leurs aînées, ces jeunes filles peuvent prétendre à de meilleures opportunités dans le commerce ou les services. »

Cimar Azeredo économiste

Conséquence de la réduction de l'offre, mais aussi de la hausse continue du salaire minimum (231 euros aujourd'hui), les salaires des domestiques ont progressé de 43,5% entre 2002 et 2011, et peuvent désormais atteindre jusqu'à 450 euros mensuels. Voir bien davantage pour les domestiques, de plus en plus rares, qui acceptent encore de loger chez l'employeur, comme c'était la règle autrefois.

« J'ai refusé une offre à 3000 reals [1114 euros,

ndlr], assure Francisca, 47 ans. Pas question de perdre mon indépendance, encore moins de devoir rester à disposition jusqu'à ce que Madame veuille bien rentrer se coucher ! »

Le marché immobilier s'adapte à cette mutation. La chambre de bonne, cette pièce exigüe, attenante à la cuisine ou à la buanderie, a disparu des nouveaux appartements, sauf dans les plus de 200 m² destinés à une minorité fortunée. « Aujourd'hui, les gens ont plutôt recours à une femme de ménage deux ou trois fois par semaine, quand ils ne se chargent pas eux-mêmes des tâches ménagères, comme dans les pays développés »,

reprend Heron do Carmo, qui parie également sur le déclin, avec l'inflation des salaires et la meilleure distribution des chances, de ces petits métiers qui existent encore au Brésil, tels que liftier ou emballeur de paquets. D'autant que les mentalités commencent à bouger dans les nouvelles générations en quête de modernité. Présent dans seulement 2% des foyers brésiliens, le lave-vaisselle est donc promis à un bel avenir. « A terme, il faudra se réorganiser et faire pression sur les pou-

voirs publics pour combler le déficit de crèches, qui oblige les mères au travail à prendre une aide à domicile pour garder les enfants », estime pour sa part Natalia Fontoura, chercheuse à l'Ipea, un think tank public. Eduqués dès l'enfance à être servis, les Brésiliens sont habitués à avoir quelqu'un à leur disposition 24 heures sur 24, sept jours sur sept. « Ce modèle archaïque est en train d'évoluer mais la transition va prendre du temps », ajoute-t-elle.

« Le début de la fin de l'esclavage »

Dans un pays aux dimensions continentales, les réalités sont contrastées. Alors qu'à São Paulo, Rio ou Porto Alegre, les salaires s'envolent pour mieux retenir les bonnes, dans le Nordeste, région qui compte toujours le plus grand nombre de pauvres, on trouve encore des domestiques prêtes à travailler en dessous du salaire minimum.

Les conditions de travail ont du mal à s'améliorer. Le travail au noir est certes en recul, mais il reste monnaie courante parmi les domestiques : à peine plus du quart d'entre elles

est déclaré (contre 75% des salariés en général). La législation elle-même est discriminatoire envers cette profession, privée de certains droits concédés aux autres salariés, comme le plafonnement du nombre d'heures quotidiennes de travail et la rémunération obligatoire des heures supplémentaires. Mais les choses sont peut-être en train de changer. Mollement défendu par le gouvernement, qui craint de se mettre à dos la bourgeoisie, un projet de loi corrigeant ces discriminations a été approuvé en deuxième lecture par le Parlement le 4 décembre. Pour la secrétaire aux Politiques pour la femme, Eleonora Menicucci, ce texte - qui doit encore être examiné par le Sénat -, représente « le début de la fin de l'esclavage ». Les employeurs, en revanche, l'accusent de renchérir plus encore le recours à des domestiques. A São Paulo, les patronnes se rabattent d'ores et déjà sur la main-d'œuvre immigrée : Boli-viennes, Péruviennes, Haïtiennes et autres Africaines venues dans la capitale économique du Brésil « faire leur Amérique », comme on dit ici. Et qui sont prêtes à tout pour échapper à la misère. ◆